

Les débats sur la transition au capitalisme : une défense de l'approche qualitative

Frédéric-Guillaume Dufour

Numéro 45, janvier 2008

D'un regard désenchanté : la théorie de la régulation revisitée

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002500ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002500ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Liber

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dufour, F.-G. (2008). Les débats sur la transition au capitalisme : une défense de l'approche qualitative. *Cahiers de recherche sociologique*, (45), 73–91.
<https://doi.org/10.7202/1002500ar>

Résumé de l'article

Ce texte présente un survol des éléments de tension entre les explications néomarxistes et néowébériennes de l'explication de la transition du féodalisme au capitalisme. Parmi ces éléments, l'auteur s'intéresse particulièrement au rôle du développement des villes, du commerce et de l'impérialisme en tant que variables permettant de comprendre ou non certaines dimensions de la transition au capitalisme. L'auteur distingue les approches qui mettent l'accent sur un critère quantitatif de la transition et les approches cherchant à déterminer un critère qualitatif de celle-ci. Il défend la supériorité de l'explication de la transition proposée par Robert Brenner pour une sociologie historique visant à dénaturaliser les processus sociaux qui ont rendu possible l'émergence du capitalisme.

Frédéric-Guillaume Dufour

Les débats sur la transition au capitalisme : une défense de l'approche qualitative¹

Les critiques du néolibéralisme et de l'« empire américain » se multiplient. Dans l'empressement à condamner le « capitalisme », l'« impérialisme », l'« Empire », les « États-Unis », l'« Ouest » et la « civilisation occidentale », ces termes sont brandis de façon parfois interchangeable avec pour effet d'obscurcir plutôt que d'éclairer leur valeur heuristique. D'où, pour nous, l'actualité d'un examen de l'avènement du capitalisme. Une compréhension de son émergence comme rapport social permet de distinguer les processus sociaux qui surviennent avec lui d'un ensemble de phénomènes qui l'ont précédé et ne lui sont pas nécessairement attribuables. Notre compréhension de la transition du féodalisme au capitalisme a des conséquences sur la façon dont nous problématisons un ensemble de questions en politique comparée, en théorie des relations internationales et en histoire des idées politiques. Je ferai un survol des débats sur cette émergence au sein des sociologies historiques néowébériennes et néomarxistes.

Je présenterai deux explications du passage au capitalisme, l'une quantitative, l'autre qualitative. Ensuite, je comparerai leur apport respectif à l'étude des changements sociohistoriques vécus par l'Europe de l'Ouest au cours du dernier millénaire. Empruntant aux travaux de Robert Brenner, George C. Comninel et Ellen M. Wood, je soutiendrai que les interprétations quantitatives sont certes importantes pour comprendre un ensemble de processus sociaux, mais qu'elles ne parviennent pas à fournir une explication convaincante de la transition en question.

1. Ce texte est une version condensée du texte « Débats sur la transition du féodalisme au capitalisme en Europe : examen de contributions néo-wébériennes et néo-marxistes », *Cahiers d'épistémologie*, département de philosophie, université du Québec à Montréal, n° 304, 2003-13. L'auteur remercie Nancy Turgeon et Éric Pineault pour leur travail d'édition et leurs commentaires sur cette version du texte.

La transition du féodalisme au capitalisme : phénomène quantitatif ou qualitatif ?

Les diverses versions de l'explication quantitative de l'émergence du capitalisme mettent l'accent sur une ou des variables qui définissent des processus sociaux du *temps économique*². Elles notent ainsi la progression d'un de ces éléments (l'urbanisation, la révolution commerciale, le processus de rationalisation des images du monde, par exemple), du Bas Moyen Âge à la révolution industrielle. C'est dans l'évolution de ces processus que résiderait la clé de l'avènement du capitalisme. Les interprétations de nature qualitative soutiennent, elles, que l'explication ne réside pas dans la progression linéaire d'un processus, mais dans une rupture qualitative ayant entraîné une transformation des rapports sociaux de propriété.

Les explications quantitatives se sont concentrées sur deux ensembles de processus sociaux : l'évolution de la démographie, du commerce et de la monnaie en Europe de l'Ouest ; et les transformations de la dynamique des rapports inter-unités politiques ou géopolitiques. Les historiens Henri Pirenne et Fernand Braudel de même que l'économiste Paul Sweezy ont ainsi mis l'accent sur le développement des villes et du commerce en Europe — expansion des marchés, croissance de la circulation de la monnaie, urbanisation, croissance démographique³. Le résultat de leurs travaux a été retenu par plusieurs représentants de la sociologie historique (Tilly), de la théorie de la dépendance (Frank) et de la théorie du système-monde (Arrighi, Wallerstein)⁴.

De manière un peu cavalière, on peut résumer l'idée directrice de la recherche qui s'inscrit dans cette façon de voir en disant que le capitalisme serait le karma d'un processus à travers lequel l'homme réalise son inclination naturelle à échanger sur le marché, inclination à laquelle une série de résistances (dispositions traditionalistes⁵) font obstacle dans les formations sociales précapitalistes. Des conditions de transition favorables affranchiraient *homo œconomicus* des contraintes que font peser sur lui des sociétés féodales et absolutistes. L'inconvénient avec ce modèle c'est que, en attribuant des dispositions économiques particulières à l'homme de cette

2. F. Braudel, *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969.

3. F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, vol. 3, *Le temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979 ; P. Sweezy, *A Theory of Capitalist Development*, New York, Monthly Review Press, 1970.

4. C. Tilly, *Coercion, Capital and European States AD 990-1992*, Cambridge, Blackwell, 1992 ; A. G. Frank, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, New York, Monthly Review Press, 1967 ; G. Arrighi, *The Long Twentieth Century*, Londres, Verso, 1994 ; I. Wallerstein, *The World Capitalist Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

5. M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, p. 261-262.

époque, il tend à ignorer les multiples formes que prend l'interaction entre les individus et les marchés à travers l'histoire. Dans ce sens, Brenner soutient que si l'on trouve ces dispositions dans l'économie moderne décrite par Adam Smith, ni celui-ci ni ses successeurs ne s'avisent de leur origine historique.

Dans les modèles qualitatifs, l'émergence du capitalisme ne s'explique pas par la libération d'un processus bloqué au sein du féodalisme, mais par la transformation des rapports sociaux de propriété qui engendrent de nouvelles dispositions et stratégies face au marché, au travail et à l'organisation de la production⁶. Ici, la disposition à intervenir sur le marché de façon à maximiser la valeur d'échange, à accroître la productivité et la compétitivité de la production n'est pas considérée comme naturelle, mais comme un *telos* particulier qui doit d'être examiné⁷. Les modèles qualitatifs n'abordent pas le développement du capitalisme à l'échelle de l'économie monde européenne ou à l'échelle globale, mais au niveau des rapports sociaux de propriété et du rapport aux moyens de subsistance qu'entretiennent différentes classes dans leur contexte particulier. L'essentiel de leur analyse de la transition ne porte pas sur les luttes entre prolétaires et industriels, mais sur les luttes entre nobles et paysans. «[La] logique du changement socio-économique ne peut être saisie qu'au travers de l'analyse des rapports que tissent les agents socio-économiques à la fois entre eux et avec les forces productives au sein du procès de travail. C'est alors la nature de ces rapports de production qui permet d'appréhender la logique de la transformation sociétale⁸.» La *differentia specifica* du capitalisme que les auteurs cherchent à expliquer réside dans le fait que «c'est uniquement lorsque des rapports sociaux de propriété capitalistes prévalent que les acteurs économiques n'ont d'autre choix que d'adopter, en tant que stratégie de reproduction, la remise entière de leur production sur le marché à un prix compétitif, c'est-à-dire une production pour l'échange. C'est uniquement dans ce type d'économie qu'il existe un mécanisme de sélection naturelle, de mise en compétition sur le marché [...]»⁹.

Le capitalisme est rendu possible par la transformation en marchandise de la terre, de la monnaie et de la force de travail. C'est dans le contexte de la consolidation du capitalisme agraire que se développe l'éthique de l'*improvement* à laquelle Locke donna une expression philosophique dans le

6. R. Brenner, «The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism», *New Left Review*, n° 104, 1977, p. 25-92; G. C. Comminel, *Rethinking the French Revolution*, Londres et New York, Verso, 1990; E. M. Wood, *The Origins of Capitalism. A Longer View*, Londres, Verso, 2002.

7. R. Brenner, «Economic Backwardness in Eastern Europe in Light of Developments in the West», dans D. Chirot (dir.), *The Origins of Backwardness in Eastern Europe*, Berkeley, University of California Press, 1989, p. 15-52.

8. G. Bernier et D. Salée, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIX^e siècle*, Montréal, Boréal, 1995, p. 42.

9. R. Brenner, «Economic Backwardness...», art. cité, p. 20; voir également E. M. Wood, *op. cit.*, p. 2.

*Traité du gouvernement civil*¹⁰. Ce sont ces transformations en milieu rural qui pavèrent la voie au capitalisme, entendu comme un « système dans lequel les biens et services, jusqu'aux besoins primaires, sont produits pour la rentabilité de l'échange, dans lequel même le travail humain est une marchandise à vendre sur le marché et dans lequel, puisque tous les acteurs économiques sont dépendants du marché, les exigences de compétition et de maximisation des profits constituent les règles du jeu social [...] ». L'objectif premier du système capitaliste est la production et l'expansion autonome du capital¹¹. »

Afin de mesurer davantage ce qui les distingue, je comparerai ces deux modèles sur des problématiques particulières. Si sur certaines questions leurs différends sont peu significatifs, sur d'autres ils ont des conséquences sur notre théorisation du capitalisme, de l'impérialisme et de la modernité. Les modèles quantitatifs, bien qu'ils ne fournissent pas une explication systématique de la transition, présentent souvent des analyses du commerce, des structures de la vie quotidienne, des processus démographiques, de la guerre, ou de la formation historique d'une division internationale du travail qui soulèvent des questions importantes pour toute approche concurrente. Cependant, c'est le modèle qualitatif que je défendrai ici.

Le capitalisme a-t-il mis fin au féodalisme ?

Penser le passage du féodalisme au capitalisme implique que l'on interroge les téléologies du développement historique que l'on retrouvait chez Smith, Weber et chez Marx dans la préface de la *Critique de l'économie politique*. Cette réflexion induit deux autres questions : qu'est-ce que le féodalisme ? l'émergence du capitalisme est-elle la résultante des mêmes processus que ceux qui ont mis fin au féodalisme ?

Le féodalisme apparaît en Europe avec l'effondrement de l'empire carolingien. Au neuvième siècle, l'empereur perd son pouvoir, la souveraineté est désormais fragmentée. On s'assure la loyauté des vassaux en leur donnant une part du gâteau. Le pouvoir du ban, celui d'exercer la coercition, est partagé par une classe de nobles, qui se constituent en une classe de chevaliers en mesure d'exercer une coercition directe sur les paysans travaillant sur leur domaine. Anderson caractérise le féodalisme comme un mode de production issu de la rencontre du mode de production esclavagiste des Romains et du mode de production primitif des envahisseurs germaniques¹².

Brenner définit le féodalisme en fonction de trois niveaux : le niveau institutionnel, « qui crée et régit une forme spécifique de relations juridiques

10. J. Locke, *Traité du gouvernement civil*, Paris, Flammarion, 1992 ; N. Wood, *John Locke & Agrarian Capitalism*, Berkeley, University of California Press, 1984.

11. E. M. Wood, *op. cit.*, p. 2-3.

12. P. Anderson, *Les passages de l'Antiquité au féodalisme*, Paris, François Maspero, 1977, p. 20.

entre les hommes»; le niveau politique, la forme spécifique qu'y prennent le gouvernement et la domination; et le niveau socioéconomique, renvoyant à «l'organisation de la société dans son ensemble¹³». Ainsi le féodalisme est un système d'obligations réciproques entre un vassal et un seigneur; puis, au niveau politique, une forme de gouvernement décentralisée, où l'autorité politique est privée et fragmentée. Finalement, en tant que mode de production, il se caractérise par une «relation sociale par laquelle les deux classes fondamentales se constituent et se reproduisent. Plus précisément, les paysans, qui constituent la majorité de la population productrice, se maintiennent en vertu de la détention de l'ensemble de leur moyen de subsistance, de la terre et des outils; ainsi, aucune participation des seigneurs au niveau de la production n'est nécessaire pour leur propre survie. Cette possession est sécurisée par l'entremise des moyens d'organisation politique collective des paysans qui s'incarnent dans une gouvernance autonome des communautés. [...] Les seigneurs ont le pouvoir d'extraire une rente grâce à la coercition extra-économique uniquement en raison de leur organisation politique en groupes ou communautés seigneuriaux par lesquels ils exercent une forte domination sur les paysans, domination qui va du servage au simple tribut¹⁴.»

Plusieurs questions orientent l'enquête sur le déclin du féodalisme¹⁵. D'abord, entre-t-il en crise en même temps dans différentes régions européennes? Les mêmes processus sociaux sont-ils à l'œuvre partout? Est-ce les mêmes processus qui entraînent, d'une part, la crise du féodalisme, et, d'autre part, l'essor du capitalisme? À cette dernière question, les défenseurs du modèle commercial répondent par l'affirmative. Wallerstein soutient que la crise et l'émergence participent *grosso modo* du même mouvement: «Je crois qu'on peut partir de l'idée que la "crise du féodalisme" constitue une conjoncture d'une tendance à la sécularisation, de crise cyclique immédiate et d'un déclin climatologique. C'est précisément cette pression énorme de la conjoncture qui rend possible un aussi grand changement social. Ce que l'Europe aura développé et maintenu est une nouvelle forme d'appropriation des surplus, une économie-monde capitaliste. Elle ne s'ancre pas dans une appropriation directe des surplus de l'agriculture sous la forme soit du tribut (comme c'était le cas dans l'empire-monde) ou des rentes féodales (système féodal européen). Ce qui se développa, c'est une appropriation des surplus basée sur une productivité plus efficiente et étendue (en premier lieu en agriculture et plus tard dans l'industrie) à

13. R. Brenner, «Feudalism», dans J. Eatwell, M. Murray et P. Newman (dir.), *Marxian Economics*, New York, W.W. Norton & Company, 1990, p. 170.

14. *Ibid.*

15. Bien que ce ne soit l'objet de la présente étude, il est opportun, à la lumière des thèses associées au développement inégal et combiné, d'ajouter ici une sous-question supplémentaire: quelle est la dynamique géopolitique introduite par l'essor du capitalisme britannique quant à la crise affectant l'État absolutiste sur le continent? Voir B. Teschke, *The Myth of 1648. Class, Geopolitics and the Making of Modern International Relations*, New York et Londres, Verso, 2003, p. 249-270.

travers les moyens des mécanismes du marché mondial avec l'assistance "artificielle" (hors du marché) des appareils d'État, dont aucun ne contrôlait entièrement le marché mondial. Il existe trois éléments essentiels qui permettent la création de cette économie monde capitaliste : l'expansion géographique de ce monde en question, le développement hétérogène des méthodes de contrôle du travail, pour différents produits et différentes zones de cette économie-monde, et la création d'appareils d'État relativement forts qui deviendront les États centraux de cette économie-monde capitaliste¹⁶. »

Les modèles quantitatifs proposent quatre variantes d'explication de ce processus : 1) l'expansion du commerce extérieur ou des marchés donna lieu à la désintégration des liens traditionnels sur lesquels reposaient les formations sociales féodales ; 2) l'accroissement de l'utilisation de la monnaie permit l'essor commercial qui suivit un processus plus ou moins rectiligne jusqu'à la révolution industrielle¹⁷ ; 3) l'urbanisation permit l'accroissement de la *petty commodity production* et de la consommation de produits de luxe en milieu urbain — il en découla une plus grande division du travail, une libération du commerce, l'essor et la consolidation de la bourgeoisie en milieu urbain ; 4) l'apparition d'une éthique religieuse spécifique aux sectes protestantes permit une organisation du commerce plus rationnelle que les modes de gestion corporatifs traditionnels¹⁸.

Dans chaque cas, l'explication de la transition réside dans l'abolition des obstacles qui empêchent l'essor du capitalisme. Par définition, l'effondrement du féodalisme serait un processus qui aurait impliqué nécessairement l'émergence du capitalisme. Or, l'analyse comparative, en particulier des développements spécifiques de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne, donne des raisons de penser que ces phénomènes ne font pas nécessairement partie du même mouvement. Ces distinctions donnent raison à Dobb, qui a souligné qu'il n'y a pas de liens nécessaires entre les causes de l'effondrement du féodalisme et celles de l'essor du capitalisme.

Marché, capitalisme et impérialisme

C'est par le marché, ou par la production pour le marché, qu'on définit parfois le capitalisme. À cette conception, le point de vue qualitatif objecte que les réseaux marchands, la production pour le marché ou encore l'acquisition de produits de luxe par les classes dominantes ne constituent pas des conditions nécessaires pour qu'une formation sociale soit capitaliste. Ces trois éléments ont été réunis à plusieurs moments de l'Antiquité et ils

16. I. Wallerstein, *The Modern World-System: Capitalisme, Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, New York, Academic Press, 1976, p. 37-38.

17. R. S. Lopez, *The Commercial Revolution of the Middle Ages, 950-1350*, New York, Cambridge University Press, 1976.

18. M. Weber, *op. cit.*, en particulier p. 209-215 et 261-262.

n'ont jamais donné naissance à une économie orientée par les impératifs de productivité et de révolution permanente des techniques de production.

Pirenne souligne qu'il existait de vastes réseaux marchands bien avant le début des cycles des dominations hégémoniques économiques européennes. Il y eut effectivement une explosion du commerce en Europe autour du douzième siècle¹⁹, mais on doute aujourd'hui qu'elle ait quelque chose à voir avec l'émergence du capitalisme. Il est opportun d'examiner les formulations les plus étoffées de cette position²⁰. Dans la perspective de Braudel et Wallerstein, l'analyse du capitalisme doit considérer l'ensemble du système-monde et des conditions nécessaires à son émergence. Leur point de vue est holiste et historiciste. Ils soutiennent que l'État-nation n'est pas l'unité d'analyse la plus appropriée pour comprendre l'émergence du capitalisme. Il résulte lui-même d'une évolution historique, et sa diffusion est davantage un autre aspect à expliquer qu'une pièce de l'explication. Il est fondamental de comprendre comment s'instaure concrètement une *division historique du travail* au sein d'une économie-monde constituée d'un centre, d'une semi-périphérie et d'une périphérie. N'ayant rien de naturel, cette division «s'est établie progressivement comme une chaîne de subordinations qui se déterminent les unes les autres. L'échange inégal, créateur de l'inégalité du monde, et, réciproquement, l'inégalité du monde, créatrice obstinée de l'échange, sont de vieilles réalités²¹.»

Le développement de l'économie-monde européenne repose dès les premières vagues impérialistes sur des échanges inégaux et monopolistiques. Wallerstein insiste sur cette dimension globale et inter-unités politiques du capitalisme : «Le capitalisme n'implique pas l'appropriation des surplus par un propriétaire face à un travailleur, mais une appropriation du surplus de l'ensemble de l'économie-monde via des régions centrales. [...] Le capitalisme est, depuis le début, une affaire d'économie-monde, pas d'État-nation. C'est une lecture inadéquate de la situation que de déclarer que ce n'est qu'au vingtième siècle que le capitalisme est devenu mondial²².» Pour Braudel, l'impossibilité de séparer ce système d'échange de relations de pouvoir concrètes constitue la caractéristique déterminante du capitalisme, qu'il définit comme une «accumulation de puissance (qui fonde l'échange sur un rapport de force autant et plus que sur la réciprocité des besoins)²³».

19. G. Duby, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, Paris, Flammarion, 1977; G. Duby, *Féodalité*, Paris, Gallimard, 1996; R. S. Lopez, *op. cit.*

20. Pour une analyse concurrente des dynamiques géopolitiques et d'appropriation en Europe pour la période du onzième au quatorzième siècle, sur les plans domestique et des relations inter-unités politiques, voir B. Teschke, *op. cit.*, p. 76-99; pour une critique de Braudel et du modèle démographique, voir p. 95-97.

21. F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, vol. 3, *op. cit.*, p. 46.

22. I. Wallerstein, *The World Capitalist Economy*, *op. cit.*, p. 19.

23. F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, vol. 2, *Les jeux de l'échange*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 9.

Ce modèle a plusieurs mérites, mais il rencontre également des limites, par exemple dans les variations nationales de l'émergence du capitalisme et les attitudes différentes des classes face au marché à divers moments du développement de cette économie-monde²⁴. Un autre problème est que l'exploitation prend une dimension spatiale plutôt que socioéconomique²⁵. Ce glissement requiert une explication. Si l'on admet, avec Braudel et Wallerstein, que l'exploitation de la périphérie par le centre est une exploitation au même titre que celle qui a lieu au sein du processus de production, il faut élargir le concept d'exploitation. Selon les modèles qualitatifs cependant, les types de domination coloniale correspondant aux différents impérialismes européens ne seraient simplement pas tous attribuables à l'expansion du capitalisme²⁶.

L'école du système-monde soutient également que, pour comprendre l'histoire du capitalisme, c'est moins le comportement des acteurs sur le marché qui est décisif que la tentative systématique par les acteurs les plus puissants d'éviter son fonctionnement, afin de tirer un profit de leur situation de monopole au sein d'une économie-monde où d'autres moyens leur sont offerts. Dans l'optique de Wallerstein, par exemple : « Il est certain que le capitalisme signifie que le travail est une marchandise. Mais à l'ère du capitalisme agraire, le travail salarié n'est qu'une des façons dont le travail est recruté et récompensé dans le marché du travail. [...] Ce que nous constatons, c'est que cette spécialisation survient dans des régions déterminées et différentes dans l'économie-monde. Ces spécialisations régionales surgissent des tentatives d'acteurs cherchant à éviter les opérations normales du marché lorsque celles-ci ne maximisent pas leurs profits²⁷. »

La division internationale du travail ne s'est pas effectuée en fonction des lois de l'offre et de la demande, ni en fonction de l'interaction d'acteurs économiques libres et rationnels afin de faire des choix avisés sur le marché. Elle résulte des *enclosures*, du travail forcé et de l'esclavage. Il importe cependant d'évaluer la pertinence de postuler, à l'instar de Wallerstein, cette division internationale du travail en tant que raison nécessaire ou suffisante de l'essor du capitalisme. Le fait, par exemple, que certains commerçants s'assurent des situations de monopole est-il spécifiquement capitaliste ? La

24. Lacher souligne un écueil de cette perspective relativement à la conception de l'origine de la division internationale/territoriale du travail. La problématisation du double rôle de l'État moderne capitaliste sur les plans national et international, tributaire de l'« internalisation » de la territorialité absolutiste au sein des rapports sociaux de propriété capitalistes, est une autre façon d'aborder les différentes stratégies capitalistes de spatialisation (H. Lacher, « International Transformation and the Persistence of Territoriality: Toward a New Political Geography of Capitalism », *Review of International Political Economy*, vol. 12, n° 1, février 2005, p. 34-42).

25. Pour une critique de ce modèle, voir B. Teschke, *op. cit.*, p. 129-133 et 137-139.

26. E. M. Wood, *op. cit.* ; J. Rosenberg, *The Empire of Civil Society*, Londres, Verso, 1994.

27. I. Wallerstein, *The World Capitalist Economy*, *op. cit.*, p. 16.

suppression des adversaires commerciaux n'est pas une pratique récente, et l'on n'a aucune raison de croire qu'elle est propre aux acteurs agissant au sein du capitalisme. Dans la période absolutiste, l'activité économique mercantiliste de certains acteurs reposait précisément sur une politique commerciale fusionnée avec une politique étrangère reposant sur le pillage et la conquête; la comparaison de Tilly entre l'État et un *racket* de protection est particulièrement adéquate pour cette période. Cette politique n'était pas le résultat d'une dynamique propre au capitalisme, où la classe dominante assure la reproduction de son pouvoir par l'accroissement de l'efficacité du processus de production afin d'accroître constamment ses profits. Jean Bodin, défenseur de l'absolutisme et du mercantilisme, n'était pas plus libéral que capitaliste.

Teschke, Rosenberg et Wood contribuent à une reconceptualisation de l'impérialisme dont les assises tiennent compte de la *differentia specifica* du capitalisme²⁸. Ils dégagent la forme sociale capitaliste spécifique. Au quinzième et au seizième siècle, l'Espagne et le Portugal étaient impliqués dans le pillage et les conquêtes impériales. Cependant, ces formes de domination suivaient une forme de développement économique qualitativement différente de celle que connaîtra l'Angleterre quelques siècles plus tard.

Selon les modèles de Wallerstein et de Braudel, le processus d'accumulation primitive ayant mené à l'essor du capitalisme résiderait en grande partie dans l'extraction de l'or et de l'argent de l'Amérique latine, ou encore dans le commerce triangulaire des esclaves, du sucre, des perles et des armes. Il y a consensus sur le fait qu'il y ait eu pillage, massacres systématiques des populations autochtones, envers lesquelles Portugais et Espagnols étaient impitoyables, et une traite d'esclaves aux dimensions inouïes. Mais pourquoi l'Espagne a-t-elle réinvesti systématiquement ses profits dans l'expansion non pas du commerce et de l'industrie, mais d'un empire dont elle n'avait plus le contrôle? Ou, pour poser la question autrement, pourquoi est-ce seulement en Angleterre que les bénéfices de l'esclavage ont été reconvertis en capital industriel²⁹? Braudel et Wallerstein pourraient soutenir qu'il s'agissait surtout d'un mauvais choix des élites; mais le choix n'était pas mauvais, il appartenait simplement à une formation qui restait fondamentalement féodale.

L'analyse proposée par Brenner et Wood indique que le capitalisme transforma la nature de l'impérialisme au sens où celui-ci n'est plus uniquement fondé sur le pillage et l'appropriation directe des biens, mais également sur l'exportation des impératifs de compétition et d'accumulation du capital à travers la vente de la force de travail des producteurs. Wood indique que, dès 1585, l'Angleterre garantissait des terres récemment acquises en Irlande aux colons anglais qui promettaient d'y introduire une agriculture de type britannique³⁰. L'objectif de cette nouvelle stratégie

28. J. Rosenberg, *op. cit.*; E. M. Wood, *op. cit.*

29. *Ibid.*, p. 149.

30. *Ibid.*, p. 153-154.

était d'imposer en Irlande de nouvelles relations de propriété foncière et de nouveaux impératifs économiques fondés sur la compétition et l'accumulation illimitée du capital, et non plus sur la gestion communale.

Certaines clarifications apportées par Polanyi dans *La grande transformation* aident à saisir la spécificité du rôle joué par le marché dans les sociétés capitalistes. Rejetant le postulat libéral selon lequel le marché serait une sphère indépendante de la politique, il rappelle les étapes qui contribuèrent à l'institutionnalisation en Angleterre de la première société de marché. Il ne fait aucun doute que les marchands précapitalistes cherchaient à faire un bénéfice commercial, mais ce bénéfice reposait sur le fait qu'un produit était vendu plus cher sur un certain marché que sur le marché où il avait été acquis (un profit dans la sphère de la circulation). *Les marchés locaux*, où s'effectuaient les échanges entre la ville et la campagne, n'étaient pas davantage caractérisés par les principes de compétitivité ou d'accumulation que les *marchés extérieurs*, où s'effectuaient les échanges entre différentes zones géographiques. Dans les sociétés précapitalistes, l'organisation de la vie économique était gérée en fonction de mobiles non économiques et motivées par d'autres principes que la recherche du profit, tels que le maintien de la solidarité communale, des positions sociales, des droits ou des avantages sociaux comme le prestige ou le statut de clan.

Selon Polanyi, qui tenait à prendre ses distances à l'égard des analyses marxistes de l'avènement du capitalisme, ce n'est pas avant le dix-neuvième siècle en Angleterre qu'apparaît une société de marché³¹. Aujourd'hui, certains nuancent son analyse de la transition, qu'ils accusent de déterminisme technologique³². Bien qu'un désaccord persiste sur la question de la transition au capitalisme, les analyses offertes aujourd'hui par les défenseurs du *political marxism* sur la spécificité du rôle joué par le marché dans les formations sociales dominées par un mode de production capitaliste s'apparentent pourtant à l'analyse de Polanyi.

Urbanisation et explosion démographique

Chez Marx, et dans les travaux sur l'émergence du capitalisme, le rôle joué par les villes dans la consolidation du pouvoir des marchands, des bourgeois, ou dans la mise en place d'une division du travail est controversé. Une thèse qui a longtemps prévalu à ce sujet est celle de Pirenne selon laquelle ce rôle est crucial. À l'origine de l'expansion des villes en Europe de l'Ouest au treizième siècle résiderait l'autonomie unique dont jouissaient leurs marchands. L'absence de contraintes à la fois sur les villes et sur les marchands aurait permis aux élites de donner libre cours à leur inclination naturelle à marchander. Ce commerce interurbain aurait contenu les germes de l'effondrement du féodalisme.

31. K. Polanyi, *The Great Transformation*, Boston, Beacon Press, 1957, p. 30.

32. E. M. Wood, *op. cit.*

Il y a des raisons de nuancer cette thèse. On peut se demander pourquoi les cités-États lombardes, Florence, Milan, Gênes, Venise, qui étaient non seulement autonomes, mais des points clés des réseaux marchands du Haut Moyen Âge et de la proto-Renaissance, n'engendrèrent pas une forme de production capitaliste. Ces cités-États avaient des comptoirs de produits de luxe traversant la Méditerranée, mais ne développèrent jamais d'industries organisées en fonction des impératifs de productivité, de compétitivité et de réinvestissement systématique dans le processus de production. Il en va de même d'Alexandrie, port clé de l'exportation d'épices, et de Damas, ville clé du commerce des armes et des tissus. En Angleterre, le premier État qui fut projeté dans une transition vers le capitalisme industriel, les villes n'eurent jamais le degré d'autonomie des cités-États lombardes. Il manque à la thèse de Pirenne une explication du rôle joué par les marchés dans les formations sociales capitalistes. Notre connaissance des réseaux marchands du Moyen Âge indique que ceux-ci étaient étendus du nord de l'Europe jusqu'en Orient avant les premières Croisades. Les formations sociales traversées par ces réseaux n'en étaient pas moins précapitalistes³³. De plus, si l'accroissement du commerce est un processus qui débouche sur le capitalisme, pourquoi ne déboucha-t-il pas sur celui-ci ailleurs qu'en Europe? Pourquoi le monde arabe, traversé de réseaux commerciaux et ardent concurrent des Européens en Asie, ne donna-t-il pas lieu au capitalisme? Les défenseurs du modèle commercial sont obligés de faire appel à des facteurs supplémentaires. Certains, après Weber, invoqueront la présence persistante de valeurs traditionnelles ou l'absence d'une éthique ascétique favorable à l'esprit du capitalisme.

Braudel sur cette question demeure ambigu. Pour lui, Venise et Amsterdam n'étaient pas le cœur d'une économie-monde, mais le cœur d'une économie ancienne à domination urbaine. Les économies-mondes qui leur succédèrent, par contre, seraient, elles, organisées autour « d'un centre urbain dominé par une ville capitaliste dominante³⁴ ». Le cycle de succession de ces centres urbains se ferait, selon Braudel, en fonction des cycles économiques auxquels correspondraient des périodes hégémoniques. Ainsi associe-t-il la succession de cycles hégémoniques à celle des cycles économiques (*secular trends*) sur la *longue durée*. Or, cette thèse est problématique. On peut admettre que des cycles hégémoniques se soient succédé dès le quinzième siècle. On peut également utiliser le concept d'impérialisme pour décrire l'orientation de la politique étrangère de ces États. Cependant, rien n'indique que l'impulsion qui mène ces centres urbains à adopter des politiques impérialistes soit capitaliste ou que ces centres urbains dominants soient gouvernés par une classe capitaliste. La classe dirigeante du Portugal et de l'Espagne impériale, on l'a dit, ne

33. Voir J. Abulughod, *Before European Hegemony*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

34. F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, vol. 3, *op. cit.*, p. 18.

réinvestissait pas automatiquement l'or de ses conquêtes dans l'amélioration du processus de production. Elle dépensa en produits de luxe et dans des guerres qui la menèrent à sa perte. En ce sens, la stricte accumulation de richesses liée à l'accroissement du commerce ne peut pas être considérée comme une condition suffisante à l'essor du capitalisme.

La thèse de Tilly dans *Coercion, Capital and European States* prête flanc à la même critique. Il y présente les villes de la colonne urbaine remontant du nord de l'Italie vers le sud de l'Angleterre comme une zone à forte concentration capitaliste³⁵. Dans le sillage de la sociologie wébérienne, qui naturalise une division opaque entre le politique et l'économique³⁶, Tilly distingue l'activité *politique* des accumulateurs de moyens de coercition, de l'activité *économique* des *capitalistes*, accumulateurs de capital. Or sa définition de capital ne permet pas de distinguer un marchand d'un paysan propriétaire de ses moyens de production, d'un industriel ou d'un fonctionnaire détenteur d'un bureau au sein de l'État absolutiste français. Dans la tradition de Pirenne, Tilly associe le commerce en milieu urbain à l'émergence du capitalisme. Si ce que l'on cherche à comprendre, ce sont les révolutions européennes, l'émergence de régimes politiques distincts, tels que l'État anglais, français, allemand et polonais, ou la transition au capitalisme, une telle association se révèle trop générale.

Weber soutient que l'autonomie des villes européennes aurait contribué à ce que s'y développe une classe marchande poursuivant une rationalité capitaliste. Cette thèse rencontre certaines objections. Hilton rappelle que même Paris, qui jouissait d'une grande autonomie, ne donna pas lieu à un développement commercial important³⁷. Le capitalisme est-il l'aboutissement d'un processus rendu possible par cette division du travail entre la ville commerçante et le milieu rural agricole? Cela a peut-être été une condition nécessaire et favorable à l'émergence du capitalisme, mais on a peu de raisons de croire que cela ait pu en constituer une condition suffisante. L'essor des villes et l'intensification d'une division du travail entre les villes et les campagnes avaient comme impulsion principale «l'augmentation des demandes de la noblesse en armes et en marchandises de luxe (principalement les tissus fins) [qui] s'accompagne de la nécessité de poursuivre une lutte politico-militaire intra-féodale³⁸». Hilton se penche sur les villes où le commerce était le plus florissant durant l'ère féodale; il souligne, avec Marx, que le «capital demeurait dans la sphère de circulation, mais [elles] n'ont jamais investi de manière innovatrice dans la production agricole ou industrielle. Ce que nous désignons par révolution commerciale n'a transformé d'aucune manière le mode de production féodal³⁹.»

35. C. Tilly, *op. cit.*, p. 133.

36. M. Weber, *Économie et société*, Paris, Plon, 1995.

37. R. Hilton, «Introduction», dans P. Sweezy et al., *The Transition from Feudalism to Capitalism*, Londres, Verso, 1976.

38. R. Brenner, «Feudalism», art. cité, p. 178.

39. R. Hilton, art. cité, p. 19-20.

En somme, ce type de production pour le marché est « compatible avec un système à l'intérieur duquel il est superflu ou impossible, ou les deux à la fois, de réinvestir dans une production d'importance et de qualité accrues destinées à dégager du profit⁴⁰ ». Dobb et Hilton soulignent l'importance de l'étude des transformations qui se produisaient en milieu rural pour parvenir à une meilleure compréhension de l'effondrement du féodalisme. À y regarder de plus près, ce n'est pas la consolidation du pouvoir des bourgeois qui aurait amorcé une division du travail entre la ville et la campagne, mais la consolidation de la noblesse en une classe de chevaliers⁴¹. Lors du passage du *manorialisme* au *seigneurialisme*, les chevaliers parvinrent à extraire davantage de surplus des paysans (sous forme de taxes) qu'auparavant. La circulation de la monnaie qui en découla fut à l'origine d'une importante demande de la part de la noblesse en biens de luxe et en armes produits en milieux urbains⁴². Alors que les biens de luxe renforçaient le pouvoir symbolique de la classe seigneuriale, les armes renforçaient le pouvoir militaire des guerriers. Dobb et Hilton insistent sur l'importance des luttes de classe entre la noblesse et les paysans en milieu rural. Un élément qui contribua au déclin du féodalisme est que, à long terme, il engendra la surexploitation des paysans et mena à d'importants conflits de classes en milieu rural⁴³. En raison de la croissance de la population, de la redistribution indéfinie du pouvoir du fief aux vassaux et de l'impossibilité d'étendre indéfiniment les terres (la course aux territoires mena à la colonisation vers l'Est et aux croisades), la seule option qu'il resta à la classe seigneuriale afin de reproduire son pouvoir social était d'accroître l'extraction de surplus des paysans⁴⁴.

La finance et la monnaie

Le modèle commercial considère le rôle accru joué par les financiers et les usuriers dans l'économie européenne des douzième et quatorzième siècles comme un signe de l'émergence du capitalisme. Pour d'autres, c'est l'émergence du commerce outre-mer qui favorisa indirectement la rationalité capitaliste à travers le développement de l'assurance. Ce qui

40. R. Brenner, « The Origins of Capitalist Development », art. cité, p. 32.

41. G. Duby, *Guerriers et paysans : VII^e-XII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1973 ; G. Duby, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, op. cit. ; G. Duby, *Féodalité*, op. cit.

42. R. Brenner, « Feudalism », art. cité.

43. M. Dobb, *Studies in the Development of Capitalism*, Londres, Routledge, 1963.

44. Pour une analyse des relations conflictuelles au sein de la classe dirigeante, ainsi qu'entre celle-ci et les paysans, et de la nature particulière de l'exploitation durant cette période, postulant une non-coïncidence aux niveaux temporel et géographique des distinctions du domestique et de l'international par rapport à la dissociation de l'économie et du politique, voir B. Teschke, op. cit., p. 46-75.

est certain, c'est qu'il y eut une hausse de la circulation de la monnaie durant ce que Bloch qualifie de deuxième âge féodal⁴⁵. Sa circulation qui avait été mise en veilleuse avec l'effondrement de l'empire romain d'Occident semble effectivement plus répandue au troisième siècle que lors des siècles précédents.

Cependant ces éléments, même additionnés, ne donnent pas plus de réponse définitive aux causes de l'effondrement du féodalisme qu'à celle de l'émergence du capitalisme. Si on voit dans quelle mesure la circulation de la monnaie a pu tendre à miner le féodalisme, on voit mal en quoi elle aurait constitué une condition suffisante à la naissance du capitalisme. Dans la Rome antique, la circulation de la monnaie était non seulement considérable, mais jumelée à un cadre juridique garantissant la propriété privée. Malgré ces deux éléments, les conditions nécessaires à l'émergence de rapports sociaux capitalistes ne semblent pas y avoir été réunies.

Le modèle commercial associe l'émergence du capitalisme à l'intensification du commerce, à la suppression des contraintes pesant sur la bourgeoisie en milieu urbain et à l'élimination des obstacles nuisant à l'émergence d'une rationalité capitaliste permettant l'accroissement de la rationalité des formes d'*entrepreneurship*⁴⁶. Une des prémisses de ce raisonnement est que ce qui caractérise le capitalisme est le fait d'accumuler des profits à travers l'échange. Or, si l'on conçoit le capitalisme comme une forme spécifique de rapports sociaux, ce qu'il faut être en mesure de déterminer c'est une transformation qualitative au niveau des relations entre exploiters et exploités, et la relation spécifique du capitaliste avec les surplus qu'il accumule. Dobb insiste sur cet aspect de la question dans son débat avec Sweezy. Selon lui, sans un réinvestissement systématique des profits dans la création de plus-value, sans une transformation préalable des relations sociales qui oblige les commerçants à accroître leur compétitivité-productivité de manière permanente, on ne peut pas parler d'émergence du capitalisme⁴⁷. On peut tout au plus parler d'intensification du commerce, de mercantilisme, ou d'impérialisme de forme précapitaliste. Ces phénomènes sont loin d'être négligeables, mais ils ne sont pas capitalistes.

L'État absolutiste : solution de rechange ou étape transitoire ?

Une analyse de la transition en Europe ne peut pas passer sous silence la question de l'État absolutiste. Alors que celui-ci fut la voie de la transition

45. M. Bloch, *La société féodale*, Paris, Albin Michel, 1994 ; G. Duby, *Guerriers et paysans : VII^e-XII^e siècle*, op. cit. ; G. Duby, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, op. cit. ; R. S. Lopez, op. cit.

46. Ces thèses retrouvent toutes une première formulation cohérente chez Adam Smith ou chez Max Weber. Certaines de celles de Smith furent reprises par Marx.

47. M. Dobb, *Études sur le développement du capitalisme*, Paris, François Maspero, 1981, p. 18.

en France, il ne vit jamais le jour en Angleterre⁴⁸. Cette forme d'État marque une rupture avec les formes d'État précapitalistes du Bas Moyen Âge, du Moyen Âge classique et du Haut Moyen Âge⁴⁹.

Anderson propose une interprétation influente de l'État absolutiste. Critiquant les conceptions de Engels et Marx, il soutient qu'une spécificité de celui-ci est de concentrer la souveraineté en son sommet, dans la personne du monarque, laquelle était parcellisée dans l'Europe féodale⁵⁰. L'aristocratie demeure la classe dominante au sein de l'État absolutiste, mais son pouvoir repose de moins en moins sur l'extraction des surplus du travail des paysans et de plus en plus sur l'appropriation d'une rente en monnaie⁵¹. L'aristocratie faisait face au dix-septième siècle à deux menaces. Elle était confrontée à une paysannerie révoltée parce qu'étouffée par la multiplication des formes de taxation. Dans cette veine, Wood souligne que, dans le *Discours sur l'économie politique*, le type de rapports d'inégalités condamnés par Rousseau n'est pas proprement capitaliste. Le pouvoir de taxation condamné par Rousseau est celui de l'État absolutiste, auquel il ne reconnaît aucune légitimité⁵². L'accroissement de la population paysanne jumelé à l'accroissement des besoins financiers pour la guerre entraînèrent une intensification de la taxation dont la paysannerie faisait les frais. Une des raisons du coût exorbitant des guerres résidait dans l'emploi de mercenaires étrangers. On voit apparaître, dès le quatorzième siècle, la spirale vers le bas qui allait entraîner cette surtaxation des paysans : « La chute des revenus seigneuriaux a poussé les lords à augmenter leurs exigences face à la paysannerie, en plus d'engendrer des conflits armés entre eux. [...] De plus, le déclin démographique engendre une plus grande baisse des revenus augmentant ainsi la demande des lords [...] »⁵³.

Les révoltes paysannes n'étaient qu'une partie de la menace à laquelle était confrontée l'aristocratie. La bourgeoisie mercantiliste était, elle aussi, de plus en plus menaçante. C'est cette classe qui aurait le plus bénéficié des améliorations technologiques de la Renaissance, de l'accroissement du commerce et surtout du couvert idéologique que lui offrait la diffusion du droit civil romain garantissant la propriété privée de la terre. C'est ce qui mena l'aristocratie à se munir d'une nouvelle forme d'État afin de protéger son pouvoir. Ce qui est crucial dans ce déplacement, c'est que les deux

48. Alors que la France engendra une quantité significative de théoriciens de l'absolutisme, en Angleterre, seuls Filmer et Hobbes eurent une influence significative, et l'influence du premier nous est surtout transmise parce qu'il fut la cible de Locke (E. M. Wood, « The State and Popular Sovereignty in French Political Thought: A Genealogy of Rousseau's "General Will" », dans F. Krantz (dir.), *History from Below*, Montréal, Concordia University Press, 1986, p. 117-139).

49. N. Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1991 ; P. Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, Londres, Verso, 1979.

50. P. Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, op. cit., p. 15.

51. *Ibid.*, p. 34.

52. E. M. Wood, « The State and Popular Sovereignty... », art. cité.

53. R. Brenner, « Feudalism », art. cité, p. 179.

moments du processus de l'exploitation, celui de la coercition extra-économique et celui de l'appropriation des surplus, se scindèrent, le pouvoir de coercition extra-économique se concentrant au niveau de l'État⁵⁴.

Les luttes de classes entre la noblesse et la paysannerie auraient donc débouché sur un État marquant un stade fondamental dans la formation du monopole de l'exercice de la violence légitime. Le processus menant à ce monopole a peu à voir avec les scénarios décrits par les conceptions libérales de l'État qui y voient le résultat d'un contrat social entre citoyens consentants. Alors que chez Hobbes, le contrat social et le transfert de la violence des individus vers l'État viennent justifier la monarchie dans sa lutte contre le Parlement, chez Locke, ils viennent conforter les intérêts des grands propriétaires terriens. Pas plus chez le premier que chez le second, la doctrine du contrat social ne visait à accroître le processus de participation politique au-delà des privilèges du cercle restreint constitué par le monarque, les propriétaires terriens et les marchands qui s'étaient enrichis avec le commerce atlantique⁵⁵. L'État anglais, cependant, restait distinct à plusieurs égards des États continentaux, entre autres, parce que la noblesse y était désarmée.

Plusieurs éléments sont à retenir de la thèse de Anderson. D'abord, l'accent qu'il met sur la militarisation de l'État et la structure des relations internationales qui apparaît avec l'État absolutiste. Ensuite, l'émergence des *standing armies* et de la diplomatie permanente. D'autres aspects de ce raisonnement sont par contre plus problématiques. Celui selon lequel on assisterait avec l'État absolutiste à une séparation du politique et de l'économique — là où Weber présentait cette séparation comme transhistorique⁵⁶ —, ou à la séparation de l'État et de la société civile, à l'autonomisation de la société civile. Alors que Weber défendait une séparation idéale-typique entre les activités à orientations purement économiques et les activités à orientations purement politiques, Anderson montre, en reprenant des exemples semblables à ceux de Weber, que dans certaines formes sociales, par exemple dans les modes de production précapitalistes, la séparation de l'économique et du politique est empiriquement impossible⁵⁷.

Deux autres questions peuvent être adressées au modèle de Anderson. D'abord, on peut se demander si l'absolutisme est une forme sociale qui survient nécessairement à un stade avancé de la période féodale; puis, si l'État absolutiste est vraiment le moment où a lieu une séparation entre le politique et l'économique. Il y eut une croissance du commerce dès le treizième siècle en Europe et la rediffusion du droit civil romain contribua

54. *Ibid.*

55. R. Brenner, *Merchants and Revolutions*, Princeton, Princeton University Press, 1993; N. Wood, *op. cit.*; E. M. Wood et N. Wood, *Trumpet of Sedition. Political Theory and the Rise of Capitalism, 1509-1688*, New York, New York University Press, 1998.

56. M. Weber, *Économie et société*, *op. cit.*

57. Voir aussi, E. M. Wood, *Democracy against Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 19-48.

sans doute à cet accroissement. Cependant, il n'est pas certain que l'on puisse accepter sans la nuancer la thèse selon laquelle il y a eu simultanéité entre l'État absolutiste, l'émergence d'une société civile et la consolidation des marchés nationaux. Wood, par exemple, remet en question le fait qu'une société civile autonome se démarque de l'État durant la période absolutiste. Sous l'absolutisme en France, on assista à la concentration étatique des moyens de coercition et de taxation, et l'État devint le lieu d'une lutte entre nobles et bourgeois afin d'accaparer un bureau au sein de l'État. L'État — le *tax office state* — devint un instrument garantissant un pouvoir d'appropriation par la taxation. Ainsi, on assista davantage à un déplacement des processus d'accumulation et de coercition qu'à leur séparation. L'absolutisme ne serait donc pas un féodalisme tardif, mais un mode d'exploitation distinct, doté d'une forme étatique et de moyens d'appropriation propres, engendré par, et donnant lieu à, des luttes sociales et inter-unités politiques également spécifiques. Le type de conflit social auquel ce contexte donna lieu impliquait effectivement des nobles et des bourgeois, mais cela à condition d'entendre par bourgeois non pas le propriétaire de moyens de production, mais un homme d'origine non noble habitant en milieu urbain — le sens originel du terme. Les révolutionnaires en France — souvent qualifiés de bourgeois — étaient bien souvent non pas des marchands, mais des petits fonctionnaires et des avocats, des gens en lutte essentiellement pour obtenir une part de l'État⁵⁸. La comparaison des évolutions démographiques, militaires et économiques de la France et de l'Angleterre indique que, dès le seizième siècle, ces deux États commençaient à suivre des voies différentes.

La spécificité des relations sociales de production en Angleterre

Dès le onzième siècle, la conquête normande unit l'Angleterre davantage que la plupart des unités politiques européennes. Au seizième siècle, la souveraineté n'y est pas parcellisée comme sur le continent. De plus, en Angleterre, la noblesse, démilitarisée, n'a pas autant d'outils de coercition extra-économiques légaux pour contraindre les paysans. Par contre, elle a un contrôle important sur la propriété terrienne. En France, l'aristocratie conserve un pouvoir politique de coercition sur les paysans et continue de l'exercer de façon à accroître l'accumulation de surplus. Dans certaines régions, les paysans demeurent propriétaires de leurs moyens de production, y compris de leur terre, mais les impôts en vue de la guerre les étouffent et les mènent à de nombreuses révoltes. Au dix-septième siècle, la production agricole stagne en France. Devant les révoltes paysannes, l'État absolutiste se consolide et il devient le principal moyen d'accumulation des surplus.

Pour les propriétaires terriens anglais, l'accumulation de biens ne passe pas tant par l'exercice d'un pouvoir militaire ou juridique, qui n'est plus

58. G. C. Comminel, *op. cit.*

entre leurs mains. Comme sur le continent, ils font face à une intensification des révoltes paysannes. En tentant de réorganiser leur domination sur les paysans, ils conservent la propriété de la terre qu'ils louent aux paysans. Cette résolution temporaire de l'affrontement entre nobles et paysans entraîna l'établissement de rapports de propriété proprement capitalistes⁵⁹.

Dans la foulée des *enclosures*, la terre est concentrée dans les mains d'un nombre restreint de propriétaires terriens. Ceux-ci louent des parcelles de leur terre à des paysans à un prix qui n'est plus fixé par la loi ou la coutume, mais par le marché. C'est la défense de ces propriétaires que Locke prend dans le chapitre V du *Treaty on Civil Government*. Que l'on représente souvent celui-ci comme un démocrate indique bien les écarts de sens auxquels peut mener une histoire des idées abstraites de leur contexte. Au sein des luttes sociales de son époque, Locke se livrait à une défense de la noblesse qui cherchait à réorganiser son pouvoir⁶⁰. En Angleterre, afin de tirer davantage de profits des paysans, les propriétaires terriens ne pouvaient pas accroître la coercition directe sur ceux-ci. Ils ne pouvaient accroître que le coût des terres qu'ils leur louaient. Les paysans, afin de suivre cette hausse du coût de location de la terre, furent réduits à une dynamique où produire pour le marché, et être compétitif, n'était plus une possibilité, mais un impératif. Aussi longtemps que les paysans étaient propriétaires de leurs moyens de subsistance, ils pouvaient échanger sur le marché, mais n'y étaient pas contraints. À partir du moment où ils furent privés de leurs moyens de subsistance, ils durent vendre leur force de travail aux propriétaires terriens afin de les louer. C'est dans ce contexte que se développa une éthique de l'*improvement*.

La spécificité des rapports de domination au sein du capitalisme

La comparaison des conditions sociales de l'Angleterre et de la France lors de leur révolution respective permet de relever d'importantes différences entre ces deux États. Le fait de parler d'*économie-monde européenne* (Wallerstein), de couloir d'accumulation s'étalant de l'Angleterre au nord de l'Italie en traversant la France (Tilly), a parfois tendance à masquer ces spécificités. Ces variations deviennent pourtant limpides dans les analyses comparatives qualitatives qui cherchent à repérer une rupture sur le plan des rapports sociaux de propriété.

Selon les modèles qualitatifs, l'émergence du capitalisme ne peut pas être expliquée à partir d'un modèle qui présuppose la rationalité économique comme une donnée anthropologique fixe dont il s'agirait de retracer la libération à travers l'élimination des entraves. Ce qui doit être présenté, c'est ce qui génère un impératif de compétition, de maximisation

59. R. Brenner, «Feudalism», art. cité, p. 184.

60. N. Wood, *op. cit.*

du profit, une compulsion à réinvestir les surplus et la nécessité de développer constamment les forces productives. Cette différence fondamentale, selon le modèle qualitatif, réside dans la transformation de la façon dont les classes dirigeantes accaparent les surplus du travail des paysans, et par conséquent dans la transformation de la *relation* entre ces classes. Alors que, dans le servage, l'utilisation de la violence directe est une composante du système d'extraction des surplus, au sein du capitalisme, même agraire, elle devient accessoire au sein du processus d'exploitation. Le lien social propre au fief garantit la reproduction d'un ensemble de liens d'allégeance au sein duquel s'articule un réseau de domination complexe basé sur l'extraction des surplus des paysans. Au sein des formations sociales capitalistes, la relation qui unit l'exploiteur à l'exploité n'est pas simultanément politique et économique ; elle se consolide dans la sphère du marché et repose sur la transformation de sa force de travail en marchandise, et dans l'obligation pour le travailleur de vendre cette force de travail sous la forme contractuelle.

À l'échelle de l'histoire humaine, le capitalisme est un des modes de production les plus récents et dont la durée de vie a été la plus courte. Son émergence ne fut pas le résultat d'un développement naturel, mais celui d'une relation de propriété particulière survenue d'abord en Angleterre. Pour saisir cette *relation spécifique*, l'analyse fait fausse route en se limitant à l'analyse d'une location spécifique, d'un groupe, d'une fonction ou d'une structure sociale, elle doit reconstruire l'historicité d'une relation sociale. Comme le soulignait Thompson : « On ne peut concevoir deux classes distinctes, chacune avec une existence propre et ensuite les mettre en interrelation⁶¹. »

L'analyse de la transition du féodalisme au capitalisme est la trame de fond à partir de laquelle peuvent être étudiés et comparés autant de phénomènes qui ont marqué le monde moderne : des développements socioéconomiques et sociopolitiques aux développements socioculturels, dont l'émergence des nationalismes et des représentations sociales collectives⁶². Il s'agit là d'un autre volet d'une même histoire.

61. E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, New York, Vintage Books, 1966, p. 9.

62. F.-G. Dufour, « Social-Property Regimes and the Uneven and Combined Development of Nationalist Practices », *European Journal of International Relations*, vol. 13, n° 4, 2007, p. 583-604.